

D'UNE GUERRE L'AUTRE. L'ACTION FRANÇAISE ET LES JUIFS, DE L'UNION SACRÉE À LA RÉVOLUTION NATIONALE (1914-1944)

Laurent Joly

Belin | *Revue d'histoire moderne et contemporaine*

2012/4 - n° 59-4
pages 97 à 97

ISSN 0048-8003

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2012-4-page-97.htm>

Pour citer cet article :

Joly Laurent, « D'une guerre l'autre. L'Action française et les Juifs, de l'Union sacrée à la Révolution nationale (1914-1944) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2012/4 n° 59-4, p. 97-97.

Distribution électronique Cairn.info pour Belin.

© Belin. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

D'une guerre l'autre. *L'Action française* et les Juifs, de l'Union sacrée à la Révolution nationale (1914-1944)

Laurent JOLY

Nés en 1899 de l'affaire Dreyfus, le groupement et la revue d'Action française sont ouvertement «antijuifs» et luttent, sans exception ni nuance, contre l'«ennemi de l'intérieur». Convertie au monarchisme par Charles Maurras en 1901, l'AF vit à l'heure de «l'Affaire» et de ses suites. Le quotidien *L'Action française*, créé en mars 1908 (rédacteur en chef, Léon Daudet), s'impose avant-guerre comme la principale tribune de l'antisémitisme et du nationalisme radical en France, loin devant *La Libre Parole* d'Édouard Drumont¹.

De 1914 à 1918, le journal d'Action française joue le jeu de l'Union sacrée, non sans accroc, comme on le verra, et étend son influence – plus ou moins forte selon les époques mais persistante jusque dans les années 1940, où il tire encore à plus de 60 000 exemplaires – sur une large partie de l'opinion de droite et d'extrême droite.

L'objet de cet article est d'analyser le processus par lequel la doctrine de l'«antisémitisme d'État», définie par Maurras de manière absolue en 1911-1913, a été retraduite et réadaptée durant trente ans, du déclenchement de la Première Guerre mondiale en août 1914 au dernier numéro du quotidien en août 1944. D'une guerre obligeant à la cohésion nationale contre l'ennemi extérieur à une autre qui entraîne la mise en place d'un régime ciblant les «ennemis de l'intérieur» et s'inspirant en partie de sa doctrine, comment évolue le discours

1. Avec la réhabilitation de Dreyfus en 1906, l'agitation antijuive se trouve placée au cœur de la propagande du mouvement; à partir de 1908, *L'Action française* alimente chaque jour la rubrique «Le calendrier de l'Affaire Dreyfus», avant que deux grands «scandales» (la campagne contre Henry Bernstein, dramaturge juif accusé d'antimilitarisme, en 1911 puis la polémique contre un magistrat juif de Versailles en 1913) offrent à Maurras l'occasion de théoriser l'«antisémitisme d'État», qui ne contient pas encore les exceptions favorables aux «Juifs bien nés». Voir Laurent JOLY, «Les débuts de l'Action française (1899-1914) ou l'élaboration d'un nationalisme antisémite», *Revue historique*, 639, juillet 2006, p. 695-717, et ID., «*L'Action française* bimensuelle et quotidienne. Stratégies politiques et intellectuelles (1899-1914)», in Michel LEYMARIE, Jacques PRÉVOTAT (éd.), *L'Action française. Culture, société, politique*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2008, p. 327-336.

antisémite de *L'Action française*? Comment un quotidien à la fois destiné aux élites conservatrices du pays et aux militants du mouvement royaliste parle-t-il des Juifs et du « problème juif », selon les situations, variables, de crise nationale ou de paix intérieure? Dans quelle mesure la rhétorique maurrassienne – faisant appel à la « raison », à l'irréductibilité des « faits », à la « justice » – a-t-elle contribué à renouveler et à légitimer, sur le plan politique et intellectuel, les affects antijuifs les plus sommaires²?

Pour répondre à ces interrogations, il faut se tenir à distance des justifications et constructions théoriques des chefs du mouvement, et éviter de réifier des prises de position nécessairement dépendantes de contextes particuliers. Dans le cas de l'Action française, dont l'aura intellectuelle est longtemps demeurée forte dans le monde académique³, rappeler une telle précaution méthodologique n'est pas forcément superflu. Dans son ouvrage classique sur le mouvement royaliste, Eugen Weber, analysant l'« antisémitisme d'État » maurrassien comme « une théorie assez raisonnable et modérée [...] déformée par les tendances irrationnelles des partisans », relaye ainsi, inconsciemment, une partie des représentations complaisantes et de sens commun liées aux figures de Charles Maurras et de Léon Daudet. « Le terme “juif” n'était qu'une flèche de plus dans son carquois d'insultes », estime-t-il, par exemple, au sujet de l'auteur des *Morticoles*. C'est le cliché du Daudet “mousquetaire”, s'emportant facilement mais dont l'antisémitisme n'est pas profond : une telle présentation correspond en somme à ce que le polémiste pouvait dire de lui-même... D'autre part, l'hypothèse de Weber d'une lente radicalisation jusqu'à la période de l'Occupation, où les Juifs deviennent « le principal souci » de Maurras et de *LAF*, ne résiste pas vraiment à l'examen⁴.

Afin de cerner au plus près l'évolution du discours de *L'Action française* sur les Juifs, la collection du journal a été systématiquement dépouillée pour les années s'écoulant de 1914 à 1944⁵. Les leaders de Maurras et les articles polémiques de Daudet (décédé en 1942), que les lecteurs lisaient en priorité, ont plus particulièrement été examinés. Mais l'on s'est aussi intéressé au profil des « spécialistes » attitrés du « problème juif », comme Roger Lambelin ou Georges Calzant. Enfin, ce matériau a été confronté à la documentation publique disponible (pour l'essentiel des archives de nature policière) et à la très riche correspondance personnelle de Charles Maurras, lesquelles permettent d'estimer la diffusion du quotidien royaliste ainsi que l'impact de ses campagnes et les enjeux internes de celles-ci.

2. Et à les imposer comme des évidences. Sur l'antisémitisme comme « référentiel culturel », voir Marie-Anne MATARD-BONUCCI (éd.), *Antisémythes. L'image des juifs entre culture et politique (1848-1939)*, Paris, Nouveau monde éditions, 2005.

3. Bruno GOYET, *Charles Maurras*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, p. 123-133.

4. Eugen WEBER, *L'Action française* (1962), Paris, Fayard, 1985, p. 229, 235, 506.

5. Dans le cadre d'une recherche post-doctorale financée en 2005-2006 par la Fondation pour la Mémoire de la Shoah. Remerciements à Bertrand Joly, Grégoire Kauffmann, Steven Englund et mon frère Marc pour leurs critiques et leurs relectures minutieuses.

1914-1918 : DÉFENSE DE LA PATRIE ET ENTORSES À L'UNION SACRÉE

Le 28 juillet 1914, l'Autriche déclare la guerre à la Serbie. Quatre jours plus tard, l'Allemagne déclenche les hostilités contre la Russie, puis contre la France (3 août). Le 2 août, *L'Action française* titre : « La France sous les armes ». Le lendemain, le « calendrier de l'Affaire Dreyfus », inlassablement tenu à jour depuis six ans, est publié pour la dernière fois. Le surlendemain, Maurras s'en excuse : « C'est une erreur matérielle pure qui a fait insérer [...] notre rubrique habituelle du calendrier de l'Affaire Dreyfus. Le souvenir n'en est plus possible devant l'ennemi, à la veille des luttes où chacun peut se racheter »⁶.

La fureur nationaliste de l'organe du « nationalisme intégral » se concentre désormais sur le « Boche », et les obsessions conspirationnistes de Daudet font merveille dans le contexte de la guerre : le rédacteur en chef de *LAF* a presque toute liberté pour lancer, au nom de la patrie en danger, les accusations les plus délirantes⁷. Profitant de la mise en sommeil d'autres organes royalistes, de ses tonitruantes campagnes contre l'espionnage allemand et de son soutien ferme et indéfectible aux gouvernements en place, *L'Action française* a plus de succès que jamais. Largement distribué auprès des officiers et des élites dirigeantes du pays, le quotidien royaliste exerce une influence importante, incarne le patriotisme le plus pur. Son tirage est décuplé, passant de 20 000 exemplaires en 1914 à plus de 200 000 en 1916⁸. Les articles contre l'extrême gauche plaisent plus particulièrement au lectorat conservateur. Maurras attaque violemment *L'Humanité* ou *La Guerre sociale*⁹, avant qu'une fuite policière ne permette à *LAF* d'avoir raison du quotidien anarchiste *Le Bonnet rouge*¹⁰. De même, l'accusation de trahison portée par Léon Daudet à l'encontre de Louis-Jean Malvy, ministre de l'Intérieur jusqu'à l'été 1917, et exploitée par Clemenceau, aboutit à la condamnation – injuste – de l'intéressé par la Haute Cour pour forfaiture en août 1918. Bien sûr, la propagande d'AF touche peu la masse, et un « poilu royaliste », « lecteur assidu » de *L'Action française*, se permet de faire remarquer à « messieurs Maurras et Daudet » que, dans les tranchées, aucun de ses camarades ne pense que l'échec du Chemin des Dames est dû à l'espionnage : « le poilu en général l'attribue à l'incapacité de nos grands chefs tels les Mangin et autres »¹¹.

Sur le fond, l'AF n'a pas renoncé à l'idée de renverser la République, mais le projet de « coup de force » est remis à un avenir des plus lointains, et le quotidien

6. P.-S. à l'article quotidien de Maurras, *LAF*, 4 août 1914.

7. Voir par exemple sa campagne commencée le 26 octobre 1914, « La chasse aux Maisons allemandes ». Une trentaine d'articles sont publiés jusqu'en janvier 1915. Presque aucune de ses attaques n'est fondée.

8. Archives Nationales, Pierrefitte-sur-Seine (désormais AN), F⁷ 13195, notes de police, 26 mai et 30 septembre 1916.

9. Voir par exemple dans la chronique « La Politique » de Charles MAURRAS, « II. Bravades sans autorité », *LAF*, 3 mars 1915. Cet article a été partiellement censuré.

10. Sur le vieux contentieux entre *LAF* et *Le Bonnet rouge*, voir AN, F⁷ 15943², dossier Léon Daudet, note de police, 26 juin 1915.

11. AN, 576AP 16, fonds Maurras, lettre d'un lecteur, 6 août 1917.

royaliste joue désormais le jeu du clivage gauche/droite. À cet égard, les campagnes contre les agents de l'Allemagne, les espions, les « maisons allemandes », représentent l'équivalent, pour l'extrême droite, des campagnes de la presse d'extrême gauche contre les profiteurs de guerre¹². Elles constituent, de part et d'autre, autant d'entorses à l'Union sacrée – toujours faites en son nom...

Ainsi, en juillet 1917, un article de Victor Basch favorable à l'impôt sur le capital, publié dans *Le Pays*, déclenche l'ire de Maurras, qui estime que Basch ne devrait pas avoir le droit de s'exprimer sur un tel sujet. Stigmatisant la « rage d'audacieuse insolence » qui imprègne cet article, le directeur politique de *L'Action française* s'étend plus particulièrement sur un passage dans lequel le futur président de la Ligue des droits de l'homme évoque un repas mondain du début de l'année 1914 : tous les convives se montrèrent opposés à l'impôt sur le revenu par avarice pure, à l'exception de Joseph Reinach qui, lui, mit en avant des considérations plus « politiques ». Maurras commente : « Et voilà comment ces fils d'étrangers se glorifient entre eux sur notre dos ! Voilà comment nous sommes traités chez nous par eux ! Cela mérite réflexion »¹³.

Pendant ce temps, Daudet multiplie les écarts, s'en prend aux « Juifs de presse », décrit une profession totalement dominée par « Israël », et salue à sa manière la mort d'Alfred Naquet, ce « sémite effrayant », père de la loi sur le divorce de 1884 : à cause de lui « tant d'enfants, hommes et femmes d'aujourd'hui n'ont jamais connu la douceur de la famille »¹⁴. Lorsqu'un espion allemand « confondu » par ses soins s'avère être juif, le propos antisémite ne fait généralement qu'accompagner l'insulte suprême qui consiste à être « l'Allemand » ou « le Boche »¹⁵. Ainsi, deux des cibles favorites de Léon Daudet, Émile Ullmann, originaire de Francfort, dirigeant du Comptoir national d'escompte, qu'il attaque inlassablement en 1915 – jusqu'à obtenir qu'il soit écarté de son poste –, ou Raoul Gunsbourg, directeur de l'Opéra de Monaco, régulièrement injurié en 1916 et 1917, ne sont jamais signalés ou presque comme juifs¹⁶. En revanche, Lucien Baumann, administrateur des Grands Moulins de Corbeil, est toujours présenté sous les

12. Comme l'a bien senti François BOULOC, *Les profiteurs de guerre 1914-1918*, Bruxelles, Complexe, 2008, p. 64.

13. Victor BASCH, « Notre doctrine », *Le Pays*, 13 juillet 1917 ; C. MAURRAS, « VIII. Insolence de l'étranger », *LAF*, 14 juillet 1917.

14. Léon DAUDET, « Les mobiles d'une pauvre manœuvre », *LAF*, 2 décembre 1915 ; « Alfred Naquet », *LAF*, 13 novembre 1916.

15. Pour autant, dès le début du conflit, son pamphlet de 1913, *L'avant-guerre*, à l'antisémitisme fracassant, est réédité, accompagné d'une simple note des éditeurs : « En ces heures douloureuses de l'invasion nous croyons devoir rééditer ce livre sans y changer ni ajouter une seule ligne, laissant au lecteur le soin de vérifier lui-même les confirmations que la presse apporte quotidiennement. » L'ouvrage remporte un succès immédiat. Alors que 10 000 exemplaires s'étaient vendus du printemps 1913 à l'été 1914, près de 20 000 « sont partis depuis le début des hostilités », annonce l'éditeur en mars 1915 (Nouvelle librairie nationale, *Extrait du catalogue publié pendant la Grande Guerre*, mars 1915). La prose antisémite de Daudet connaît ainsi sa diffusion maximale en période d'Union sacrée !

16. Ce qui n'empêche pas Daudet d'être condamné pour diffamation, en octobre 1918, dans l'affaire Gunsbourg. Voir le témoignage, de parti pris mais édifiant, d'André GAUCHER, *L'honorable Léon Daudet. Contribution aux enquêtes de la conscience nationale*, Paris, Éditions de la « Parole Française », 1922, p. 110-127.

traits du « juif allemand »¹⁷. Les « juifs russes embusqués » à Paris, tel « financier juif autrichien » ou tel « espion juif syrien » subissent de la même manière les foudres du polémiste. Quant à l'armateur Louis-Louis-Dreyfus, mis en cause pour trafic avec l'Allemagne, il est le « Juif », le « banquier juif » ou le « sujet juif »¹⁸.

Dès la fin des hostilités, *L'Action française* tente de renouer avec sa tradition de l'injure et de la violence débordée. Le 22 novembre 1918, Léon Daudet imagine que le grand maître de la marine marchande allemande, Ballin, qui vient de se suicider, est un parent proche du haut fonctionnaire Paul Grunebaum-Ballin, « cette « sale petite peau juive », comme l'a excellemment défini Maurras »¹⁹. Mais, le détour emprunté par Daudet (une citation de Maurras antérieure à 1914) pour insulter l'un des artisans de la loi de Séparation de 1905 montre néanmoins qu'il est difficile, pour *LAF*, de revenir au ton et aux positions de l'avant-guerre.

LE CRITÈRE DES « JUIFS BIEN NÉS » ET LA LÉGITIMATION DE LA DOCTRINE MAURRASSIENNE

Jusqu'en 1914, l'antisémitisme de l'AF est radical et absolu : un Juif n'est pas, ne peut pas être un Français. La doctrine de l'« antisémitisme d'État », théorisée aux débuts des années 1910, se résume alors en une seule proposition : éliminer le Juif de la vie de la Cité en lui retirant sa « nationalité fictive de Français », en le remplaçant dans le statut d'éternel étranger d'avant la Révolution française. En pratique, Charles Maurras se situe dans la tradition de l'antisémitisme réactionnaire, représentée à la fin du XIX^e siècle par La Tour du Pin ou Baudry d'Asson, tout en donnant à celle-ci un air de nouveauté. La référence au positivisme et à la raison d'État nourrit une doctrine implacable mais susceptible d'atténuation : « Il n'est pas jusqu'au juif qu'un régime national n'améliorerait et n'amadouerait. Qui de nous n'a pas reçu quelque lettre de jeune Juif, presque repentant de son origine et demandant à être incorporé à la noble civilisation de la France ? », note-t-il, en juin 1914, entre deux violentes attaques²⁰.

Si la question est posée, cette « incorporation » n'est envisagée que dans une perspective extrêmement restrictive. L'année précédente, en 1913, dans un article publié en première page de *LAF*, le jeune Henri Lagrange rend compte du destin tragique d'un étudiant de la rue d'Ulm, Jean Lévi, admirateur de Maurras qu'il a rencontré lors d'une conférence : « Je l'avoue, ici, humblement, son ton, sa sincérité, sa reconnaissance même de la supériorité de l'autochtone, me touchèrent au point que je l'assurais qu'il pourrait parler librement devant moi. » Du haut de sa « supériorité » d'« autochtone », Lagrange enregistre les doléances désespérées et suppliantes de Lévi : « « Sept ans de Légion étrangère

17. Par exemple, L. DAUDET, « Le kulot d'un espion juif allemand », *LAF*, 3 août 1916.

18. Ainsi, ID., « Pour la sécurité de Paris. Les Juifs russes insoumis », *LAF*, 2 juillet 1915 ; « Paris aux espions », *LAF*, 21 novembre 1915 ; « Les projets allemands », *LAF*, 8 août 1916.

19. ID., « Un scandale qui doit cesser », *LAF*, 22 novembre 1918.

20. C. MAURRAS, « La propriété des cinq cents familles », *LAF*, 12 juin 1914.

me donneraient-ils le droit de me dire Français ?” me demandait-il avec anxiété. J’étais contraint de répondre qu’un État français, l’État royal, serait seul en mesure de juger ». Un mois plus tard, le jeune normalien se suicide. Commentant ce triste dénouement, Lagrange en rejette la faute sur l’absence d’un État « capable d’annexer exceptionnellement les cœurs nobles et les esprits élevés [...] C’est la trahison de Dreyfus qui a tué Jean Lévi »²¹.

Reconsidérée dans le contexte de la Première Guerre mondiale, la doctrine maurrassienne demeure assez éloignée de la pensée barrésienne, qui admet dans la communauté nationale toutes les « familles spirituelles » du pays, les Juifs à l’égal des autres. Pour être accepté par Charles Maurras, le Juif patriote ne peut se contenter de faire son devoir, de verser son sang pour la patrie. Il lui faut, en plus, faire allégeance au « nationalisme intégral », se soumettre à la « supériorité de l’autochtone » et redoubler d’efforts, de sacrifices, de « noblesse ». Aux yeux de Barrès, un Juif peut être un Français à part entière. Dans l’esprit de Maurras, la chose est physiquement, historiquement, impossible.

Peu avant la fin de la guerre, en octobre 1918, le directeur politique de *L’AF* consacre la quasi-totalité de sa chronique quotidienne à un « héros juif d’Action française », Pierre David, dont il publie certaines lettres privées. Il se trouve que David appartenait au même bataillon de chasseurs alpins que Marius Plateau, le chef des Camelots du Roi. En juin 1918, David écrivait à ce dernier :

« Je dois à l’A.F. les récompenses militaires qui m’ont été accordées ; échappé d’un milieu où le sentiment français est trop peu développé, elle seule a été mon soutien et mon guide. Je t’adresse donc le texte de mes deux citations en te priant d’en faire hommage de ma part à ceux qui ont mis de la lumière dans ma pensée et de la force dans mon cœur ».

Maurras regrette de n’avoir pu rendre hommage au jeune officier juif de son vivant : David, si désireux d’être reconnu par l’AF, est décédé sur le front en septembre 1918. Trois ans plus tôt, en octobre 1915, il rédigeait une lettre testamentaire, à l’intention de Charles Maurras, remerciant son « cher maître, du fond du cœur, pour la force morale » de son enseignement. Le théoricien du « nationalisme intégral » publie cette lettre posthume dans laquelle Pierre David exprime sa « suprême reconnaissance » d’être mort pour la patrie et sa joie d’être ainsi devenu « complètement français » :

« À l’heure où vous lirez ces lignes, qui ne doivent vous parvenir que si je meurs, j’aurai définitivement acquis, en mêlant mon sang à celui des plus vieilles familles de France, la nationalité que je revendique. Grâce à vous, j’aurai compris la nécessité et la beauté de ce baptême ».

21. Henri LAGRANGE, « L’angoisse d’un juif de France », *L’AF*, 6 septembre 1913. En 1911, un jeune militant d’AF au lycée d’Alger soumet à son « Maître » un cas de conscience. L’un de ses camarades de classe « qui a tout pour lui sauf qu’il est juif » veut rejoindre l’AF. On a beau le décourager, il ne veut « rien entendre. Voici donc ce que je voudrais vous demander : “Un juif peut-il être, de bonne foi, royaliste et royaliste d’Action française ?” ». AN, 576AP 7, fonds Maurras, lettre de René B., 25 janvier 1911.

Maurras commente : « Cette page restera classique à l'Action française », elle sera lue et relue pour son admirable « noblesse ». Il conclut ainsi : « La nationalité se crée par l'hérédité, par la naissance : le mot le dit. Elle peut s'acquérir par de bons services rendus »²².

Le « Juif bien né » fait son apparition dans l'univers du « nationalisme intégral ». Mais cette ouverture aux « bons serviteurs » maintient une relation fondamentalement dissymétrique. L'atténuation théorique née de la Grande Guerre est d'abord et avant tout une légitimation de l'« antisémitisme d'État » : le « Juif bien né » est une pierre de plus à l'édification de la pensée maurrasienne, une confirmation de sa bienfaisance. Dans les faits, les Juifs d'AF n'ont le choix qu'entre la mort sacrificielle ou l'aliénation. Ainsi, René Groos, qui se montre plus royaliste que le roi, plus antisémite que Maurras. En 1921, ce jeune littérateur soutient l'appel de son « Maître » « à toutes les forces antijuives de l'univers » et se dit prêt, tout en restant à sa place, « sous la surveillance, bien entendu, des Français de race », à servir « dans cette lutte antijuive » à la tête d'un « groupement juif antisémite »²³ ! Deux ans plus tard, il publie une pathétique *Enquête sur le problème juif*²⁴ avant de devenir le premier « israélite » à prendre la parole lors de réunions d'Action française²⁵.

« RENOUVEAU DE LA QUESTION JUIVE » (1920-1921)

Au terme de la Première Guerre mondiale, l'Action française a changé de statut, bénéficiant d'une « légitimité politique qui lui était inaccessible jusque-là »²⁶. La ligue monarchiste et son organe quotidien ont gagné en respectabilité et, par bien des aspects, se sont institutionnalisés. Léon Daudet est élu député de Paris en 1919 et siège à la Chambre dans le groupe des Indépendants. Il y a aussi, désormais, un certain « standing » à maintenir. Jugeant répugnante une caricature de Sennep parue en première page en août 1921, l'historien Jacques Bainville, responsable de la chronique internationale à *L'AF*, écrit ainsi à Charles Maurras : « Nous tombons au niveau de *La Libre Parole* »²⁷. Et, en 1923, Henry Bordeaux conseillera à Maurras et à son compère Daudet

22. C. MAURRAS, « I. Un héros juif d'action française. II. Les citations du sergent Pierre David. III. Le testament de Pierre David », *LAF*, 28 octobre 1918.

23. AN, 576AP 48, fonds Maurras, lettres de Groos, 17 janvier 1921, 13 mai 1921.

24. Insistant sur les devoirs qui incombent aux Juifs désireux d'être français – entre autres, reconnaître que l'esprit démocratique n'est rien d'autre que l'esprit juif –, Groos publie une série de vingt-neuf témoignages. L'historien Salomon Reinach répond ainsi : « Prenez 75 grammes de bêtise ; joignez 25 grammes de méchanceté ; *misce secundum artem* et servez chaud : voilà la recette du gâteau anti-juif. C'est malpropre et ce n'est pas nourrissant. » René GROOS, *Enquête sur le problème juif*, Paris, Nouvelle librairie nationale, 1923, p. 58. Quant aux antisémites sollicités, les collaborateurs de *L'AF* Robert Launay et Roger Lambelin, ils ne cachent ni leurs réserves ni leur mépris.

25. AN, F⁷ 13194, note de police, août 1924.

26. Michel DOBRY, « La thèse immunitaire face aux fascismes. Pour une critique de la logique classificatoire », in ID. (éd.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, 2003, p. 53.

27. AN, 576AP 182, fonds Maurras, lettre de Bainville, 9 août 1921.

d'atténuer encore, «légèrement», le ton du journal, afin de donner toutes ses chances à la candidature académique du maître du «nationalisme intégral»²⁸...

Bientôt apparaîtront des dissidences contestant l'Action française, jugée trop «conservatrice», et la surpassant sur le plan de la radicalité politique. Administrateur du journal jusqu'en 1920, Louis Dimier, premier de ces dissidents fidèles à l'éthique révolutionnaire des débuts, déplore, dans ses *Mémoires*, que le tournant conservateur de *LAF* n'ait pas été annoncé aux lecteurs: «La guerre terminée, l'Action Française devint journal rallié, maintenant en principe pour la France la nécessité de la monarchie, non plus son urgence»²⁹.

Dans les mois suivant la fin de la guerre, quelques voix s'élèvent ainsi pour protester contre l'abandon de l'antisémitisme de choc de la Belle Époque – abandon qui paraît incompréhensible à l'heure de la révélation des *Protocoles des Sages de Sion*, faux fabriqué par la police du Tsar au début du siècle et présenté comme authentique par le prestigieux *Times* de Londres en 1920. À la fin de l'été, dans un article intitulé «La conquête juive et le monde», Maurras justifie sa position des années de guerre au nom des impératifs patriotiques et du nouveau contexte international:

«Devions-nous être cause qu'un de nos soldats désobéisse à un officier juif ou qu'un soldat juif refuse d'obéir à l'un de nos officiers? La vie du pays se jouait. Nous avons pratiqué l'union que nous prêchions. [...] Dans la phase qui a suivi immédiatement la guerre, d'une part, la convalescence du pays exsangue, et d'autre part, la composition du ministère Clemenceau où le juif Ignace rendit tant de services à la victoire et l'ordre intérieur³⁰ nécessitaient les mêmes ménagements».

Dans le même temps, poursuit-il, l'entourage juif du président des États-Unis, Wilson, a saboté la victoire de la France. Mais eût-il «mieux valu la défaite? Aurait-on préféré le triomphe de M. Caillaux» et des partisans d'une paix négociée? En outre la situation de 1920 n'est plus celle de 1914:

«On ne peut pas parler des juifs qui ont combattu ou des enfants de ceux qui sont tombés en des termes généraux qui confondraient tout. Les distinctions sont nécessaires. On les fera. Mais on les fera au flambeau de cette évidence: l'Europe est dévastée, la paix intérieure de tous les peuples est menacée par des bandes de juifs».

Dix jours plus tard, Charles Maurras reprend la question. Un certain nombre de lecteurs lui ont écrit pour l'encourager à engager une «nouvelle campagne antisémite». Le directeur politique de *LAF* évoque d'abord le critère nouveau des «services rendus». D'autre part, parmi les Juifs français, les plus intelligents, «effrayés du nombre et de la qualité des compatriotes que leur vomit le centre et

28. Le romancier précise que l'AF, désormais dans sa «maturité», exerce «son influence sur les générations nouvelles [...], qu'elle peut former à la politique et à la direction du pays», et qu'elle n'a donc plus besoin de recourir à la violence et à la provocation. Cité par Gisèle SAPIRO, *La guerre des écrivains 1940-1953*, Paris, Fayard, 1999, p. 273.

29. Louis DIMIER, *Vingt ans d'Action française et autres souvenirs*, Paris, Nouvelle librairie nationale, 1926, p. 314.

30. Édouard Ignace a été sous-secrétaire d'État chargé de la Justice militaire de novembre 1917 à janvier 1920.

l'Orient de l'Europe», lui paraissent proches de se sentir «plus près de nous que de cette tourbe»: «Une attraction puissante en résulte, qui pourra être profonde un jour». Dans un autre article, Maurras précise cependant que si une minorité d'«israélites», pour lesquels l'esprit français semble avoir dominé l'esprit juif, sont «assimilables», la plupart restent fidèles à la «politique juive», qui tend à la «Révolution». L'assimilation totale est donc impossible:

«Demi-assimilé, [le Juif] est maître de vos journaux, de vos finances, de vos corps savants, de vos théâtres, de vos tribunaux, de vos administrations, de vos assemblées politiques; mais demi-réfractaire, il veut briser, dissoudre et anéantir tout cela [...]. Le Juif réfractaire prépare la révolution»³¹.

Cette nouvelle donne caractérise l'antisémitisme maurrassien de l'après-Pre-mière Guerre mondiale. Le contexte a changé, explique en somme Maurras. À l'intérieur du pays, certains Juifs ont montré leur patriotisme, ont défendu l'intérêt national. Pendant ce temps, la Russie est tombée «sous le joug du bolchevisme et des juifs», et d'autres mouvements révolutionnaires ont agité ou continuent de bouleverser l'Allemagne et la Hongrie. Le «péril juif» se déplace en quelque sorte de l'intérieur à l'extérieur du pays, d'où la nécessité de jouer sur le loyalisme possible des «israélites français» les plus assimilés. La raison d'État exige désormais de faire front contre le «danger bolchevique».

Dans l'immédiat, les années 1920-1921 sont marquées par le développement d'une véritable psychose antijuive: la diffusion des *Protocoles des Sages de Sion* trouve un écho exceptionnel après les révolutions russe, allemande et hongroise. Si Maurras se contente de renvoyer au célèbre ouvrage de Bernard Lazare, *L'Antisémitisme, son histoire et ses causes*, dont il fait une lecture partisane, et de placer les Juifs français en face de leurs responsabilités³², Daudet se passionne pour le document.

Pendant la guerre, le rédacteur en chef de *LAF*, vieux lecteur de Drumont, expliquait à ses lecteurs que la «ploutocratie anonyme et vagabonde a toujours soutenu, pour les raisons que l'on devine, le socialisme international». Les *Protocoles* viennent «confirmer» ce fantasme:

«Il est certain que la tyrannie de Lénine et de ses amis ne durerait pas depuis 1917 si elle n'avait pas la connivence et l'appui de quelques hauts seigneurs de la Finance, dissimulés dans l'ombre et la brume de sang. Combien il est amer que le grand Drumont soit mort avant cette confirmation de ses illustres bouquins».

Dans les colonnes de *LAF*, Daudet profite du contexte pour reprendre sa campagne contre les espions juifs-allemands et tâche de promouvoir tous les littérateurs antisémites à la mode: les frères Tharaud, Georges Batault ou Urbain Gohier, qui publie les *Protocoles* dans sa revue *La Vieille France*. De Gohier, il estime que son œuvre mériterait d'être couronnée par l'Académie

31. C. MAURRAS, «III. La conquête juive et le monde», *LAF*, 17 septembre 1920; «I. La question juive: un schéma. II. Une voix de la raison. III. Nouveautés et vieilleseries», *LAF*, 27 septembre 1920; «I. Demi-assimilé et Demi-réfractaire», *LAF*, 25 octobre 1920.

32. C. MAURRAS, «Renouveau de la question juive», *LAF*, 4 octobre 1920.

française, pour service rendu au pays : « le sort même de l'Action française est lié au succès de son point de vue »³³ !

En 1921, près de 75 articles sur les Juifs sont publiés dans *L'AF*, ce qui place le thème parmi les plus importants du journal. Entre Charles Maurras et Jacques Bainville, d'un côté, qui demeurent sceptiques vis-à-vis des *Protocoles*, et Léon Daudet, de l'autre, qui y croit fermement à fond, Roger Lambelin incarne une position intermédiaire. Ancien conseiller municipal royaliste de Paris et chef du Bureau politique du duc d'Orléans au tournant des années 1910, Lambelin se passionne pour la « question juive » depuis un voyage en Palestine. Jusqu'à l'été 1921, il publie une série d'articles sur « La poussée juive chez les Anglo-Saxons », inaugurant, sur le tard, une carrière de publiciste spécialisé dans la dénonciation du « péril juif »³⁴. Ses papiers, denses, austères, paraissent en première page – et se prolongent généralement longuement en page deux. Collaborateur laborieux et dominé, Lambelin peine à obtenir une publication régulière de sa série, et quémante à Maurras un rythme de deux articles par mois, admettant bien volontiers ses « lacunes » personnelles, les « nécessités de l'actualité » et les « rigueurs de la mise en pages »³⁵. Il finit par obtenir satisfaction.

Il est vrai que le public, mobilisé contre l'incapacité de l'Allemagne vaincue à « payer » et par les difficultés financières de la France, est alors friand d'articles sur le « complot international ». Le 7 mai 1921, un lecteur-ligueur écrit ainsi à Charles Maurras qu'une campagne contre « les vautours de la haute finance juive » et les « banquiers germanisants de Londres » s'impose « plus que jamais »³⁶. Dès le lendemain, son « Maître » dresse un panorama complet de la domination juive mondiale et des moyens de la contrecarrer. Se réjouissant de la réaction antisioniste des Arabes en Palestine, qui ouvre les « possibilités de l'antijudaïsme islamique », et considérant qu'un « mouvement antisémite sérieux se dessine dans la politique anglo-saxonne », Maurras entrevoit les perspectives d'« une ALLIANCE ANTIJUIVE UNIVERSELLE » qui « fera regretter à l'unité juive internationale ses usurpations, ses tyrannies, jusqu'à ses insolences ». Il est donc dans l'intérêt de la France d'adopter une « politique extérieure antisémite », ce qui permettrait de faire pièce à la « finance juive » et à la « collusion judéo-germanique ». Grand pays, « victorieux d'une guerre de quatre ans », la France pourrait toutefois accorder un statut privilégié à certains

33. L. DAUDET, « La Ploutocratie de demain », *L'AF*, 15 juillet 1917 ; « La Nouvelle Vague antisémite », *L'Action française du Dimanche*, 14, 6 février 1921 ; « Le renouveau littéraire français », *L'AF*, 29 novembre 1921. À la Chambre, l'élus royaliste tente aussi de faire connaître les idées de Gohier.

34. Les premiers articles paraissent à l'automne 1920. Un premier recueil est publié chez Grasset en juin 1921 : *Le règne d'Israël chez les Anglo-saxons*. À la demande de Bernard Grasset, il écrit la même année une préface à l'édition des *Protocoles des Sages de Sion*. En 1924, dans un nouvel ouvrage (*Le péril juif. L'impérialisme d'Israël*, Paris, Grasset), il approfondit la veine des *Protocoles*, avec les précautions d'usage mais en y accordant foi. Son dernier livre paru en 1928, un an avant sa mort, prône l'adoption d'un « Statut » éliminant les Juifs de l'armée et de l'enseignement.

35. AN, 576AP 78, fonds Maurras, lettre de Lambelin, 25 décembre 1920.

36. AN, 576AP 18, fonds Maurras, lettre d'un ligueur, 7 mai 1921.

Juifs, «des clients, des protégés». Pour le reste, «la race juive serait abandonnée à son triste destin d'ennemie de l'humanité»³⁷...

La veine antijuive offre à un autre vétéran du journalisme, Maurice Talmeyr, passé de la gauche à la cause antisémite et réactionnaire au moment de l'affaire Dreyfus, l'occasion de publier une série d'articles intitulée «Où sont les milliards». Prônant la confiscation des «milliards juifs», il avance des arguments de cette valeur: «Ce qu'il y a de plus particulier, dans cette conquête du monde par le Juif, c'est l'implacable haine vouée par lui depuis des siècles à ce monde qu'il s'est juré de conquérir»³⁸.

Cette thématique «financière» et conspirationniste est la plus fréquente dans *LAF* en 1921: pour le quotidien monarchiste, la «banque juive», liée de manière occulte à l'Allemagne, a volé à la France les fruits de sa victoire. À cet égard, le quotidien royaliste joue un rôle pionnier dans la diffusion du mythe de la «finance juive menant le monde» – ainsi, la dénonciation par Maurras de la figure de Jacob Schiff, banquier juif-américain né à Francfort et financier supposé de la révolution bolchevique, sera reprise en 1932 par le très populiste *Ami du Peuple* de François Coty dans une vaste campagne de presse³⁹.

ATTÉNUATION DE L'EXPRESSION ANTISÉMITES DANS L'AF JUSQU'AU DÉBUT DES ANNÉES 1930

L'imposture des *Protocoles*, révélée par le *Times* en août 1921, tarit d'un coup le filon «judéo-complotiste». Jacques Bainville se «plaît» à être le premier, «dans la presse française», à rapporter la découverte et le mea-culpa du quotidien britannique. Mais, ajoute-t-il, que *Les Protocoles* soit un plagiat fabriqué pour les besoins de la cause par la police tsariste ne change rien à cette vérité qu'«il n'y aura pas un Juif de moins à la tête de la République des Soviets»⁴⁰.

Tout au long des années 1920, près de 300 articles sont consacrés aux Juifs dans *L'Action française*. Si l'on soustrait l'année 1921, cru exceptionnel, on parvient à une moyenne de 25 par an⁴¹. Et encore, le jugement de valeur

37. C. MAURRAS, «III. L'antisionisme qui monte», *LAF*, 8 mai 1921; «IV. Une politique antijuive universelle», *LAF*, 12 mai 1921.

38. Maurice TALMEYR, «Où sont les milliards. Le Juif ennemi du monde», *LAF*, 3 novembre 1921.

39. Voir L. JOLY, «L'Ami du Peuple contre les "financiers qui mènent le monde". La première campagne antisémite des années 1930», *Archives juives*, 39/2, 2006, p. 96-109.

40. Jacques BAINVILLE, «II. L'origine des "Protocols"», *LAF*, 19 août 1921.

41. Ne sont retenus dans ce décompte que les articles de «fond» (incluant les sections de l'imposante rubrique de première page «La Politique», généralement assurée par Maurras) ou des chroniques dont le titre et le contenu portent sur des Juifs ou sont explicitement antisémites. La plupart sont publiés ou annoncés en première page (où paraissent généralement les articles politiques). Les articles contenant des attaques antisémites diffuses ou les simples échos ne sont pas pris en compte, même si, évidemment, nous pouvons les utiliser pour l'analyse – l'insulte antijuive apparaissant fréquemment au détour de tel ou tel papier, surtout à partir de 1932. Les années de «creux» 1926-1928 sont dominées par le conflit avec Georges Valois et surtout par la condamnation pontificale. Voir l'ouvrage fondamental de J. PRÉVOTAT, *Les catholiques et l'Action française. Histoire d'une condamnation 1899-1939*, Paris, Fayard, 2001. La mise à l'Index du journal d'AF sera levée en juillet 1939.

antisémite y est souvent habilement dissimulé – ainsi, les reportages d'apparence neutres et objectifs sur la politique antijuive en Roumanie (1922, 1927, 1930), l'application du *numerus clausus* en Pologne (1923) ou l'affaire Petlioura/Schwartzbard (1926-1927)⁴².

En revanche, la polémique entre Urbain Gohier et l'AF (1922-1923) – le premier reprochant à Maurras sa modération – est l'occasion pour le théoricien de l'«antisémitisme d'État» de publier une nouvelle série d'articles contre les Juifs (visant notamment Gohier!). La chute du franc puis la crise économique remettent par ailleurs le mythe de la «banque juive» à l'honneur (plusieurs articles sur Horace Finaly en 1924-1926). L'«invasion» des Juifs étrangers, des «Polacks» ou des Hongrois attirés par les «ghettos du Marais», est également dénoncée. Enfin, les événements de Palestine en 1929 donnent matière à une série d'articles signés Marc Lancelet, à la tonalité fortement antisémite.

Pour autant, l'injure antijuive, quotidienne jusqu'en 1914, se raréfie considérablement. Les articles de Léon Daudet continuent bien sûr à être truffés des traits humoristiques bouffons dont l'intéressé a le secret. En l'espace de quatre jours, Albert Einstein et Karl Marx sont ainsi affublés des qualificatifs suivants: «Moïse de calcul superintégré» et «moderne prophète d'Israël»⁴³. D'autre part, les Juifs allemands ainsi que ses adversaires politiques préférés – Naquet, Blum, Basch, Schrameck, Bokanowski ou Torrès – ont toujours droit au traitement antisémite de rigueur. Quant à Charles Maurras, lorsque ses secrètes ambitions académiciennes sont titillées, sa rage est sans limite: «L'important était d'utiliser une étincelle de talent littéraire juif pour jeter une institution et une tradition nationales aux genoux de la juiverie», note-t-il après l'élection de Porto-Riche sous la Coupole⁴⁴. Mais, dans le même temps, *Judith*, la pièce d'Henry Bernstein⁴⁵, qui s'est engagé volontaire en 1914, est louée par le même Maurras: «L'Action française qui dresse des barrières contre ceux qui se sont exclus de la communauté nationale ne les maintient pas contre ceux que la guerre a éclairés»⁴⁶. Tout au long de la décennie, un hommage est rendu aux «Juifs patriotes» – ainsi, l'industriel Lazare Weiller, qui emploie comme secrétaire Henri Lasserre (collaborateur de *L'AF* sous le pseudonyme de Pierre Tuc)⁴⁷, Georges Mandel, présenté comme le grand homme de la

42. Affaire ayant eu retentissement international: assassinat à Paris de Simon Petlioura, homme politique ukrainien, par un Juif russe, Samuel Schwartzbard, qui voulait venger les pogroms commis durant la guerre d'indépendance et qui sera acquitté en octobre 1927. *L'AF* défend la thèse d'un complot soviétique.

43. L. DAUDET, «Le relativisme et l'avenir de la Science», *L'AF*, 30 mars 1922; «La reconstitution économique de l'Europe», *L'AF*, 2 avril 1922.

44. C. MAURRAS, «V. À l'Académie», *L'AF*, 30 mai 1923. Au début de 1914, l'élection de Bergson à l'Académie, «revanche ethnique de la race tronquée», avait, de même, rendu Daudet malade. Voir L. DAUDET, «Dans les remous académiques. L'élection du Juif Bergson», *L'AF*, 25 février 1914.

45. En 1911, l'AF avait orchestré une violente campagne contre le dramaturge (voir la note 1).

46. C. MAURRAS, «III. Le gala de *Judith*», *L'AF*, 3 octobre 1922. C'est cet hommage rendu au «Juif déserteur» de 1911 qui a provoqué la querelle avec Urbain Gohier.

47. AN, 576AP 155, fonds Maurras, lettre de Pierre Lasserre, 24 juillet 1919.

droite, ou Édouard Ignace. À la mort de ce dernier, Léon Daudet, qui s'était « pris d'une sincère amitié pour lui », écrit un article chaleureux⁴⁸.

En 1924, l'historique *Libre Parole* ainsi que *La Vieille France* de Gohier disparaissent. Il n'y a plus, à part *L'AF*, l'« irréductible isolé », d'organe antisémite en France⁴⁹. Comme par ailleurs la grande presse catholique, *La Croix* plus particulièrement, renonce officiellement à l'antisémitisme, *L'Action française*, condamnée par le pape en 1926, demeure le dernier bastion de l'antijudaïsme traditionnel. Le quotidien royaliste ne cherche pas pour autant à exploiter le créneau. S'il est, ainsi, le premier à dénoncer, dans le scandale de *La Gazette du Franc*, l'« escroquerie de la Juive Hanau », et à réactiver le « mythe de la banque juive » dans l'opinion⁵⁰, il le fait sur un mode mineur.

L'AF montre également une grande modération dans le traitement de l'affaire Lucien Klotz, ancien ministre de Clemenceau condamné pour malversations (1927-1930). Même les incidents provoqués au théâtre de l'Ambigu en 1931 (représentation d'une pièce consacrée à l'affaire Dreyfus perturbée par les Camelots du Roi) ne sont pas le prétexte pour ranimer une campagne de presse antisémite. Maurras accepte alors de discuter les arguments qu'un adversaire juif, « qui signe Baruch et qui, après tout, peut s'appeler Baruch », lui a adressés. Sur un ton volontairement apaisé, il se contente d'affirmer l'existence d'une « question juive » : « Un jour ou l'autre, il faudra la régler, et je crois qu'on la réglera dans le cadre plus étendu de la question des métèques »⁵¹.

En période de stabilité politique et de paix intérieure, Charles Maurras use d'une plume modérée. Distinguant les « Juifs » de l'« État juif », il peut dissenter en 1930 sur les « deux antisémitismes », le sien et celui incarné par Adolf Hitler en Allemagne : « les antisémites français peuvent considérer d'un œil tranquille » les manifestations nazies ; « elles ne jettent point d'écume sur [leurs] idées »⁵²...

Au début des années 1930, l'Action française ne représente plus, depuis longtemps, de danger sérieux pour les institutions républicaines. Le quotidien dirigé par Maurras et Daudet a renoncé à toute forme de subversion – séduire le monde ouvrier, préparer un « coup de force », etc. – et cultive sa réputation

48. L. DAUDET, « Un tribun : Georges Mandel », *L'AF*, 2 mars 1924 ; C. MAURRAS, « III. Que peut faire l'opposition ? », *L'AF*, 10 octobre 1932 ; L. DAUDET, « Édouard Ignace », *L'AF*, 27 juillet 1924. Le décès tragique de son fils aîné à la fin de 1923 (un probable suicide) a des effets directs sur les affects politiques de Daudet : aucun Juif n'étant mêlé à la mort de l'adolescent, le polémiste s'affirme dès lors non-antisémite et concentre ses flèches sur les personnalités supposées complices de l'« odieux assassinat », telles que Poincaré. Même ses pamphlets ne comportent plus que rarement des propos antisémites.

49. Comme le déplore Henry COSTON [GYGÈS], *Les Juifs dans la France d'aujourd'hui* (1956), Paris, Documents et témoignages, 1965, p. 51.

50. Claire ANDRIEU, « Le mythe de la banque juive et les réalités de l'aryanisation », *Pardès*, 16, 1992, p. 76.

51. C. MAURRAS, « V. Pour un Monsieur Baruch », *L'AF*, 30 mars 1931.

52. ID., « II. Les quatre États confédérés », *L'AF*, 9 juin 1924 ; « IV. Les deux antisémitismes », *L'AF*, 27 octobre 1930.

de journal d'élite, lu par un public de plus en plus restreint – le tirage tombe en dessous de 50 000 exemplaires vers 1930⁵³.

PERMANENCE DES PRÉJUGÉS ET DES HAINES :

L'ANTISÉMITISME AU CŒUR DES REPRÉSENTATIONS ET DES STRATÉGIES DE MOBILISATION

La modération de *L'Action française* est un signe, parmi d'autres, qui laisse croire à bien des observateurs que l'antisémitisme est « en voie de disparition » dans la France de la fin des années 1920⁵⁴. Le souvenir de l'Union sacrée, la doctrine barrésienne et l'aggiornamento de *La Croix* ont certes fait évoluer les esprits. Mais l'illusion d'une « disparition » est grande : moins présent dans l'espace public, l'antisémitisme est loin encore de constituer un point de vue disqualifié. Comme Eugen Weber l'avait bien perçu, l'Action française représente, dans l'entre-deux-guerres, le pôle de ralliement, temporaire ou définitif, de toute la droite radicale, et son journal constitue un baromètre de l'intensité de l'hostilité aux Juifs dans l'opinion conservatrice.

Les analyses de Maurras donnent une légitimité forte à l'antisémitisme – présenté sous les dehors d'une doctrine politique rationnelle, implacable mais mesurée. Comme, dans le même temps, Daudet tire tous azimuts et que des « seconds couteaux » représentent d'autres sensibilités, le lecteur antijuif y trouve toujours son compte. Secrétaire général de la ligue d'Action française depuis 1926, le colonel Larpent, connu pour ses brochures sur l'affaire Dreyfus publiées avant-guerre avec Frédéric Delebecque sous le pseudonyme d'Henri Dutrait-Crozon, incarne ainsi la fidélité à l'antidreyfusisme de choc et à un certain antisémitisme de caserne, tandis que Roger Lambelin (décédé en 1929) et Henri Lasserre (*alias* Pierre Tuc, décédé en 1938), responsable de la « Revue de la presse » de *LAF*, sont liés à la mouvance du catholicisme intégriste et de l'antijudéo-maçonnisme : tous deux ont adhéré à la Ligue franc-catholique de Mgr Jouin, et Lambelin collabore à *La Revue internationale des sociétés secrètes*⁵⁵.

Dans les faits, les aspects nouveaux de la doctrine maurrassienne ne viennent pas suppléer les sentiments initiaux et l'antisémitisme subversif des années 1910 ; ils se greffent sur un corpus idéologique immuable. On nuance, on atténue de-ci de-là, en fonction du contexte, mais l'on ne remet pas en cause les fondements de la doctrine. Exprimé ou non au grand jour, sous des formes codées que les lecteurs comprennent, le préjugé antisémite n'est jamais bien

53. Archives de la préfecture de Police de Paris (désormais APP), BA 1893, rapport des RG sur l'AF, juin 1932, p. 39 ; BA 1895, lettre des RG au préfet de Police, 22 décembre 1933.

54. Emmanuel DEBONO, « La Ligue internationale contre l'antisémitisme (1927-1940). La naissance d'un militantisme antiraciste », thèse de doctorat en histoire sous la direction de Serge Berstein, IEP Paris, 2010, p. 96.

55. Emmanuel KREIS, « *Quis ut Deus ?* Antijudéo-maçonnisme et occultisme en France sous la III^e République », thèse de doctorat sous la direction de Jean-Pierre Brach, École Pratique des Hautes Études, 2011, p. 785-788.

loin. Au milieu des années 1920, la propagande du journal cible ses attaques contre la franc-maçonnerie et «l'Or international». La «finance juive» se laisse souvent deviner derrière les diatribes contre les puissances financières ou «la fortune anonyme et vagabonde», dénoncée naguère par le duc d'Orléans. D'autre part, l'antisémitisme reste ce thème mobilisateur, capable de soulever l'indignation unanime des militants, comme l'affaire Schrameck vient l'illustrer.

Le 31 mai 1925, le trésorier de l'Action française Ernest Berger est assassiné par un anarchiste qui espérait tuer Maurras. Ce drame fait suite à la mort de Marius Plateau, secrétaire général de la ligue d'AF abattu en 1923, et à l'affaire de la rue Damrémont – en avril 1925, des communistes ont attaqué une réunion organisée par les Jeunesses patriotes de Pierre Taittinger et assassiné quatre militants nationaux⁵⁶. *LAF* dénonce la complaisance de l'État républicain face aux menées criminelles communistes. Les militants sont prêts à en découdre. Un ligueur lyonnais écrit ainsi à Charles Maurras qu'il a eu confirmation, dans sa région, que les communistes «disent partout qu'on peut tuer sans crainte de représailles "les gens de l'Action Française"», et il se met au service de son «cher maître» pour venger les morts : «Sans doute il ne faut pas donner dans le piège tendu par les séides de Caillaux et des juifs, mais, d'autre part, l'A.F. ne sera jamais aussi forte que lorsqu'elle sera crainte»⁵⁷.

Nombre de ligueurs fanatisés affichent les mêmes sentiments. Maurras sait bien qu'un simple ordre de sa part suffirait à faire couler le sang dans le camp adverse. Conscient de ce pouvoir – et persuadé de le contrôler –, habité par sa mission, il se fait le porte-parole de la colère d'Action française en écrivant au préfet de Police et au ministre de l'Intérieur Abraham Schrameck. La seconde lettre contient une menace de mort explicite et une charge antisémite d'une singulière violence :

«Par votre personne, vous n'êtes rien. [...] De vous, rien n'est connu. Mais vous êtes le Juif. Vous êtes l'Étranger. Vous êtes le produit du régime et de ses mystères. [...] Vos premiers actes connus établissent votre fidélité à la consigne ethnique donnée par votre congénère Alfred Dreyfus le jour de sa dégradation : *Ma race se vengera sur la vôtre*. Votre race, une race juive dégénérée, car il y a des Juifs bien nés qui en éprouvent de la honte, la race des Trotsky et des Krassine, des Kurt Eisner et des Bela Kuhn, vous a chargé maintenant d'organiser la révolution dans notre patrie. [...]

C'est sans haine comme sans crainte que je donnerai l'ordre de verser votre sang de chien s'il vous arrive d'abuser de la force publique pour ouvrir les écluses de sang français sous les balles et les poignards de vos chers bandits de Moscou»⁵⁸.

Immédiatement, Schrameck porte plainte. En juillet 1925, Charles Maurras est condamné à deux ans de prison et 1 000 francs d'amende. Il fait appel et, à l'occasion de ses nombreux passages devant les tribunaux, se justifie : «Ma lettre a empêché l'exécution de nouveaux crimes, après la succession de massacres

56. Sur cette affaire voir AN, F⁷ 13236, dossier «Incidents de la rue Damrémont».

57. AN, 576AP 19, fonds Maurras, lettre d'un ligueur, 3 juin 1925.

58. C. MAURRAS, «II. Lettre ouverte à M. Abraham Schrameck, ministre de l'Intérieur», *LAF*, 9 juin 1925.

qui m'avait décidé à l'écrire. [...] Je n'ai qu'un mot à vous dire : faites-moi décorer ! » Finalement, la peine sera ramenée, en février 1927, à un an de prison avec sursis. Entretemps, *LAF* et Maurras renouvellent leurs menaces : « Comme son coreligionnaire Caïn, il retrouvera partout l'œil de l'Action française ! » ; « C'est Schrameck qu'il faudra abattre. C'est Schrameck qui sera abattu »⁵⁹.

Aussi terrible puisse-t-elle apparaître, la « lettre à Schrameck » reste dans les bornes de la violence symbolique, théorisée et mise en pratique à l'AF depuis les années 1910. Maurras prend à témoin ses lecteurs, attise leur antisémitisme, tout en canalisant leur violence. Certes, la dialectique maurrassienne est dangereuse ; elle ne met pas à l'abri de l'initiative d'un admirateur exalté⁶⁰. Mais le directeur politique de *LAF* est tellement convaincu de maîtriser sa parole et les effets de celle-ci que cette idée ne lui vient même pas à l'esprit. Il est vrai que s'il est un chef politique obéi de ses troupes, c'est bien Charles Maurras : dans les faits, aucun militant d'Action française n'a jamais franchi le pas criminel, alors que dans le même temps, plusieurs dirigeants ou simples adhérents de la ligue sont tombés sous les balles de l'adversaire.

Pour autant, la théorie maurrassienne de la violence symbolique donne tous les arguments pour justifier, au nom de la « raison », de la « justice », la mise à mort physique de l'ennemi. Les dissidents cagouleurs en feront la démonstration en 1936-1937, et la Milice de Darnand sera truffée d'anciens ligueurs d'AF. Le Maurras de 1944, appelant à une répression féroce des maquis, est le même que celui de la « lettre à Schrameck »...

Au début des années 1930, les opérations coups de poing se multiplient. Les militants de la Ligue internationale contre l'antisémitisme (LICA) de Bernard Lecache n'hésitent pas à agresser physiquement les Camelots du Roi, qui incarnent à leurs yeux l'antisémitisme en action. Camelots et étudiants maurrassiens vendent *LAF* en criant « journal antijuif » ou sillonnent par provocation le quartier de Saint-Paul à Paris. Des bagarres éclatent, notamment au printemps 1931. Mais, peu nombreux, les adeptes de Maurras se font rabrouer par la population du quartier et doivent renoncer à « fermer le bec aux youpins ». Le journal *La Volonté* s'interroge : « L'antisémitisme renaîtrait-il en France ? Les Camelots du roi s'y efforcent ». Et, en effet, les rixes entre jeunes d'Action française et militants de la LICA ne cessent de se multiplier⁶¹.

À partir de 1932, après une dizaine d'années de calme relatif, l'antisémitisme redevient plus fréquent dans *LAF*, dans le contexte de crise économique

59. AN, F⁷ 13197, note de police, audience du 25 janvier 1927 ; « La villégiature d'Abraham », *LAF*, 3 juillet 1925 ; C. MAURRAS, « III. Le nouveau plan Schrameck », *LAF*, 2 juillet 1925.

60. En juillet 1925, la police prend au sérieux un admirateur de Maurras qui manifeste son intention d'assassiner Schrameck : « À la sortie de la dernière réunion de l'Action française, il aurait déclaré textuellement : [...] "Maurras et Daudet n'ont qu'à lever le doigt et je prendrai immédiatement le train pour aller exécuter leurs ordres". » AN, F⁷ 13964, rapport du commissaire de Police de Saintes, 13 juillet 1925.

61. APP, BA 1815, note des RG, 27 avril 1931 ; *La Volonté*, 27 avril 1931 ; APP, BA 1893, rapport des RG sur l'AF, mars 1934, p. 30-31, 54.

et de tensions nationales et internationales croissantes⁶². Pierre Tuc, le colonel Larpent ou Louis-François Auphan⁶³ redonnent leurs lettres de noblesse aux insultes d'avant-guerre, «youtre», «youpins», «sale juif», «affreux juif», etc., et, en 1934, un Juif monarchiste, s'attristant de cette recrudescence de propos haineux qui «ne peuvent que pousser les lecteurs [du] journal à un antisémitisme global, racial», implore son «Maître» de réfréner ses «collaborateurs»⁶⁴. L'arrivée au pouvoir des nazis bouleverse par ailleurs les thématiques germanophobes habituelles, et *L'Action française* approuve les premières mesures contre les Juifs adoptées par Hitler. Léon Daudet estime notamment qu'il s'agit d'un «juste retour des choses». Lorsque Léon Blum appelle à l'été 1933 à un boycott spirituel et matériel de l'Allemagne nazie, le même Daudet évoque le spectre d'une «croisade pour Israël»⁶⁵.

En janvier 1934, *L'AF* est l'un des premiers journaux à révéler l'ampleur du scandale Stavisky – il publie notamment des documents mettant en lumière les relations entre l'escroc et un ancien ministre. Les Unes tapageuses du journal et les agitations de rue font craindre au gouvernement Chautemps une nouvelle campagne antisémite de la part de l'Action française. L'enquête de police réalisée ne confirme pas cette menace, mais souligne un renforcement de l'antisémitisme dans les rangs monarchistes, «surtout depuis l'arrivée en France de ceux qui ont été expulsés d'Allemagne»⁶⁶.

De fait, lors des émeutes de février 1934, *L'AF* évoque bien les «judéo-métèques» à l'origine du scandale Stavisky, mais le journal concentre ses attaques sur la «République des Voleurs et des Assassins». Le tirage remonte soudainement à 150 000 exemplaires par numéro autour du 6 février. L'argument antisémite n'occupe encore qu'une place limitée. Maurras continue de louer les «Juifs biens nés», tel ce «médecin juif, de nos meilleurs amis, abonné de longue date», qui dénonce l'afflux de médecins juifs allemands en France. En 1935, Daudet relève les excès du nazisme – «Du train dont vont les choses, je serais étonné si, après avoir liquidé les Juifs, le racisme allemand ne s'en prenait pas aux catholiques» – tout en appelant à l'adoption d'un «Statut des Juifs» pour résoudre le problème avec «modération»⁶⁷.

62. Sur les thèmes de *L'AF* dans les années 1930, voir (malgré une analyse un peu rapide) Jeannine VERDÈS-LEROUX, *Refus et violences. Politique et littérature à l'extrême droite des années trente aux retombées de la Libération*, Paris, Gallimard, 1996, p. 52-60.

63. Condamné en 1935 à 25 francs d'amende et à 500 francs de dommages et intérêts pour avoir traité Lecache d'«agent provocateur sémite» dans un article en 1933. E. DEBONO, *op. cit.*, p. 234.

64. AN, 576AP 27, fonds Maurras, lettre du Dr Rose, 21 décembre 1934.

65. Sur la réaction de Daudet et de *L'AF* face à la politique antijuive du III^e Reich en 1933, voir Valeria GALIMI, *L'antisemitismo in azione. Pratiche antiebraiche nella Francia degli anni Trenta*, Milan, Edizioni Unicopli, 2006, p. 219-223.

66. Maurice PUJO, «Les complices politiques de l'escroc Stavisky», *L'AF*, 3 janvier 1934; APP, BA 1893, circulaire aux préfets, 3 janvier 1934; lettre du directeur des RG au préfet de Police de Paris, 24 janvier 1934.

67. C. MAURRAS, «III. On veut caser les arrivants», *L'AF*, 1^{er} juillet 1933; L. DAUDET, «La religion raciste», *L'AF*, 6 avril 1935; «Conférence de Léon Daudet sur la question juive», *L'AF*, 18 décembre 1933.

À l'automne 1935, Maurras rejoue la carte de la menace de mort : afin de « punir » les 140 parlementaires favorables aux sanctions de la Société des Nations (SDN) contre l'Italie, qui a lancé une guerre coloniale contre l'Éthiopie, le directeur politique de *L'AF* encourage les « bons citoyens » à user au besoin de leur « couteau de cuisine » : « Répétons-leur que – sur leur tête, – sur leur tête – qu'ils m'entendent bien, – les misérables nous répondent de la paix [...]. Si la paix succombe, ils succomberont un par un »⁶⁸... Convaincu que ses articles ont évité à l'Europe de sombrer dans la guerre – en vérité, la SDN n'a pas eu les moyens de sanctionner véritablement l'Italie fasciste –, Maurras est condamné à quatre mois de prison en février 1936 (peine qui ne sera pas exécutée). Mais son esprit est déjà occupé à un autre combat.

RETOUR À LA « GUERRE CONTRE LES ÉTRANGERS DE L'INTÉRIEUR » (1936-1939)

1936 symbolise, dans l'imaginaire politique des partisans de l'Action française, la consécration du pouvoir des Juifs sur la France. Comme la réhabilitation de Dreyfus en 1906, l'avènement du Front populaire de Léon Blum provoque un redoublement de la propagande antisémite, qui retrouve le ton apocalyptique de l'avant-guerre.

En janvier 1936, sur les trente articles publiés par Maurras dans *L'Action française*, seuls sept comportent des propos hostiles aux Juifs, visant Léon Blum pour l'essentiel. Quelques mois avant la victoire électorale du Front populaire, un événement vient soudainement attiser l'antisémitisme du mouvement monarchiste.

Le 13 février, de nombreuses personnalités se rendent au domicile de Jacques Bainville, rue Bellechasse, à Paris, afin de rendre un dernier hommage à l'historien décédé quelques jours plus tôt. Des centaines d'admirateurs et de Camelots du Roi sont massés sur les trottoirs du quartier lorsqu'une automobile tente de se frayer un passage dans le boulevard Saint-Germain. À son bord, Léon Blum, qui est reconnu. Une trentaine de jeunes gens se précipitent aux cris de « Nous tenons Blum, venez », « Blum assassin », « on va le pendre », etc. La vitre arrière est brisée, le dirigeant de la SFIO est frappé à coup de cannes. Le soir, au siège de l'AF, rue Boccador, la police retrouve le chapeau et la cravate de Blum⁶⁹.

La réaction du gouvernement ne se fait pas attendre. La ligue d'Action française et toutes les organisations qui lui sont affiliées sont interdites. Une grande manifestation antifasciste est ensuite organisée dans la capitale. Entre-temps, le 15 février, le local de la section du XIV^e arrondissement de l'AF est assailli par des militants socialistes. Un ligueur est blessé à l'œil : « Qu'on

68. C. MAURRAS, « Doutes et questions », *L'AF*, 13 octobre 1935 ; « Doutes et Questions », *L'AF*, 13 janvier 1936.

69. APP, BA 1978, rapports de police rédigés le 13 février 1936 ; note du 10 mars 1936.

veille bien comparer avec les égratignures de Blum. Et c'est du sang français», commente *L'Action française*⁷⁰.

Cette affaire suscite la première campagne contre les Juifs du conseiller municipal de Paris, Louis Darquier de Pellepoix, qui se lance dans l'activisme antisémite avec le soutien de *LAF*, et exacerbe la violence du journal. Le 20 février, un informateur des RG note que les dirigeants de l'ex-AF, «dans l'impossibilité où ils se trouvent de poursuivre leur action, ont l'intention de s'employer à provoquer le déclenchement d'un mouvement antisémite». Lors de la campagne électorale et au moment de la victoire du Front populaire, les ex-Camelots du Roi, continuant à diffuser *L'Action française* dans la rue, «se montrent plus agressifs encore contre les Juifs que contre les socialistes et les communistes»⁷¹. Des tracts antisémites sont distribués par milliers, des Juifs sont molestés. La psychose d'une révolution et d'une guerre – le climat international du printemps 1936 est particulièrement tendu avec l'affaire éthiopienne et la réoccupation de la Rhénanie par l'Allemagne nazie – incite Maurras à renouveler ses menaces de mort.

Onze ans après la lettre à Schrameck, il récidive contre «ce vieux chameau sémitique» de Léon Blum, menacé, en cas de déclenchement d'un conflit, d'être tué par «quelques bons couteaux de cuisine» ou sous le couperet de la guillotine – ce qui aurait l'avantage de jeter «un voile noir [...] sur ses traits de chameau». La menace, renouvelée plusieurs jours d'affilée, s'accompagne de propos révélant une assurance fanatique – «Nous disons: Ou l'ACTION FRANÇAISE aura l'audience de tous les Français dignes de ce nom, ou c'est la catastrophe de la Patrie» – et un sentiment de toute-puissance mégalomane. Croyant déceler une évolution du discours de Blum au sujet de l'éventualité de représailles militaires contre l'Italie, Maurras met ce changement sur le compte de ses menaces:

«Dressé, parfaitement dressé, par nos soins: au fouet, – en attendant le Couteau de cuisine. Le type peut faire crier tous les À bas Maurras! qu'il lui plaira par une horde de Métèques et d'Innocents: il n'est pas en son pouvoir de faire que Maurras recule d'une ligne sur les positions qu'a prises Maurras, alors que lui, le Blum, fout le camp [...] devant le simple souvenir de ses propres discours»⁷².

Des poursuites sont immédiatement engagées pour «provocation au meurtre». Condamné le 23 mai 1936 à huit mois de prison, Charles Maurras sera, après le rejet de son appel, mis en état d'arrestation en octobre 1936. Jusqu'en juillet 1937, le directeur politique de *LAF*, âgé de près de soixante-dix ans, passera ses jours et ses nuits à la Santé. Un tel sort, relativement clément en pratique (le vieux polémiste bénéficiant de conditions de détention privilégiées), demeure un cas unique. Aucun homme de lettres n'a ainsi été condamné, pour ses écrits, sous la Troisième République. La lourdeur de la

70. «L'agression de la rue Asseline», *LAF*, 16 février 1936.

71. L. JOLY, *Darquier de Pellepoix et l'antisémitisme français*, Paris, Berg international, 2002, p. 70-73; APP, BA 1896, notes des RG, 20 février et 20 mai 1936.

72. C. MAURRAS, «I. Deux marottes de M. Blum», *LAF*, 14 mai 1936; «IV. Grave faute de Blum», *LAF*, 15 mai 1936; «I. Léon Blum se désavoue», *LAF*, 16 mai 1936.

peine montre combien la violence rhétorique de Maurras transgresse les limites admises alors dans la polémique de presse. Mais dans l'esprit de l'intéressé et celui de ses admirateurs, cette violence contre les personnes est parfaitement légitime : grâce à elle, les adversaires de la France, lâches et vétillieux dans le fond, sont mis au pas, et la France peut espérer être sauvée⁷³...

Entre le moment de sa condamnation et celui de son emprisonnement, Maurras continue donc à insulter «le misérable chameau», «l'absurde chamelle» et sa «bande juive» qui a pris le pouvoir. Lorsque Léon Blum est investi par la Chambre, *LAF* titre : «La France sous le Juif». L'organe royaliste est le seul quotidien national à oser une telle Une, comme s'en félicite René Groos : «L'admirable symbole! [...] *l'Action française* [...] seule aura qualifié ce ministère de l'exacte épithète : le cabinet juif»⁷⁴. «Nous sommes pour la première fois *officiellement* gouvernés par un Youpin», note le chroniqueur parlementaire Pierre Héricourt. Félicitant Xavier Vallat et Darquier de Pellepoix d'avoir publiquement dénoncé Blum – respectivement à la Chambre des députés et au Conseil général de la Seine –, Charles Maurras appelle à l'union des Français de race au-delà des partis : «Il n'y a plus de blancs, de bleus ni de rouges, il n'y a que des nationaux contre les étrangers de l'intérieur»⁷⁵.

Jusqu'en 1937, *L'Action française* accompagne l'expérience du Front populaire de ses invectives, toujours plus grossières. À partir de 1938, les perspectives d'un conflit contre l'Allemagne nazie donnent matière à une virulente campagne contre la «guerre juive». Le 4 mars, lors d'un meeting organisé par les anciens combattants royalistes, salle Wagram à Paris, le journaliste de *LAF* Georges Gaudy évoque l'urgence d'échapper à la domination allemande, «qui serait sauvage», et à celle de Juifs, «qui est répugnante» : «Pour ne pas crever dans la rage et le désespoir nous voulons que la France soit promptement échenillée. Libérés de la république juive nous pourrions affronter sans crainte un ennemi que nous avons déjà vaincu (*Longs applaudissements*).» Au moment de la conférence de Munich, le journal publie en manchette un «À la manière de...» encore plus explicite :

«S'ils s'obstinent, ces cannibales,
À faire de nous des héros,
Il faut que nos premières balles
Soient pour Mandel, Blum et Reynaud»⁷⁶.

73. Dans les semaines qui suivent sa condamnation et l'accession au pouvoir de Blum, le directeur politique de *LAF* reçoit de nombreuses lettres de lecteurs chauffés à blanc. Ainsi : «Que les Blum et Cie prennent garde à leurs tristes peaux. Nous ne nous ferons pas abattre sans qu'ils aient été abattus en premiers. Ce ne sont pas là des promesses en l'air, croyez-moi» ; «si j'avais la fortune, j'irais en Palestine pour les voir massacrer». AN, 576AP 29, fonds Maurras, lettres de lecteurs, 27 mai et 16 juin 1936.

74. C. MAURRAS, «I. La question nationale est posée», *LAF*, 5 juin 1936 ; AN, 576AP 48, fonds Maurras, lettre de Groos, 5 juin 1936.

75. Pierre HÉRICOURT, «La question juive à la Chambre», *LAF*, 7 juin 1936 ; C. MAURRAS, «III. Questions juives», *LAF*, 8 juin 1936.

76. «Contre la guerre qui revient. La réunion des Anciens Combattants d'Action française à la Salle Wagram», *LAF*, 5 mars 1938 ; *LAF*, 29 septembre 1938. Sur la campagne de Gaudy et de *LAF* contre la «guerre juive», voir V. GALIMI, *op. cit.*, p. 302-306.

Le gouvernement ordonne la saisie du numéro, tandis que les incidents antisémites se multiplient dans la France rongée et apeurée de l'automne 1938⁷⁷. Jusqu'à l'adoption du décret-loi Marchandeau, pénalisant l'injure et la diffamation raciale, en avril 1939, l'antisémitisme est présent chaque jour, sous des couleurs toujours plus violentes, dans *L'Action française*, mêlant les griefs les plus absurdes – péril intérieur (la révolution tramée par Blum, le « pouvoir juif », etc.), danger extérieur (l'invasion des Juifs étrangers, la « Juiverie » marchant main dans la main avec le « Germanisme », etc.). Maurras « jure de ne jamais obéir à ce décret-loi »⁷⁸, et, jusqu'en septembre 1939, *L'AF* continue de dénoncer, sous une forme plus atténuée et en usant d'expressions contournées (ainsi, les « habitants » pour désigner les Juifs), le « bellicisme juif ».

Durant la Drôle de guerre puis la bataille de France, le journal royaliste soutient pleinement l'effort national : « L'ennemi n° 1 c'est l'Allemagne éternelle » ; « Vive la France ! Vive l'Armée » ; etc. Selon la rhétorique maurrassienne, la guerre contre le III^e Reich devait être évitée, mais maintenant qu'elle est engagée, il faut la gagner⁷⁹. La censure veille et sanctionne (par les célèbres « blancs ») les dérapages antisémites de *L'AF*. Ainsi, un article à la gloire de Maurras, qui « a freiné de son mieux, de toutes ses forces, le bellicisme [-----] qui n'avait jamais été plus déchaîné, plus furieux ». Mais la prose interminable du directeur politique de *L'AF* provoque parfois des sautes d'inattention chez dame Anastasie : en novembre 1939, un passage accusant les « habitants » d'être des embusqués est oublié⁸⁰...

ANTISÉMITISME RADICAL ET REVANCHE POLITIQUE, 1940-1944

L'avènement de l'État français et la politique antisémite mise en œuvre par le nouveau régime mettent en joie Léon Daudet et Charles Maurras. Enfin, la France redevient la France, estime-t-on ouvertement. Pour Maurras, le régime de Vichy est l'aboutissement d'un long combat. Le théoricien en profite pour régler ses comptes avec Édouard Drumont et les antisémites fin-de-siècle, déplorant leur « faiblesse désespérante » et les dissensions entre nationalistes, à l'origine, selon lui, de la défaite contre Dreyfus et des quarante années perdues depuis⁸¹...

Mais le triomphe se veut modeste. Le pays a été écrasé par les troupes allemandes et est en grande partie soumis à un rigoureux régime d'occupation. *L'Action française* se replie à Limoges puis à Lyon. Jusqu'à la Libération, sa

77. E. DEBONO, *op. cit.*, p. 627-636.

78. C. MAURRAS, « Le décret-loi sur la presse ? », *L'AF mensuelle*, avril 1939.

79. Par exemple, ID., « Contre l'Allemagne », *L'AF*, 4 janvier 1940.

80. « Pour la victoire », *L'AF*, 26 octobre 1939 ; C. MAURRAS, « V. Les "habitants" », *L'AF*, 29 novembre 1939. La LICA tente de faire poursuivre Maurras, et l'affaire est discutée à la Chambre. E. DEBONO, *op. cit.*, p. 806-809.

81. C. MAURRAS, « II. La France aux Français », *L'AF*, 24 juillet 1940.

manchette indique la même formule : « La France, la France seule ». Interdit en zone occupée, le quotidien royaliste est soumis à la censure de Vichy. Mais un don mirifique d'un admirateur permet à *LAF* de vivre largement et de se passer des subsides gouvernementaux. Dans l'univers de la presse vichyssoise, le journal bénéficie d'un statut particulier. Le maréchal Pétain admire Maurras, le reçoit à sa table, et *L'Action française* peut parfois s'offrir le luxe de ne pas tenir compte de certains communiqués ou notes d'orientation. Mais la censure s'exerce insidieusement, surtout après novembre 1942 et l'invasion de la zone libre par la Wehrmacht : au lieu des « blancs » peu discrets de l'Anastasia républicaine, ce sont des passages entiers qui peuvent être modifiés, éliminés, réécrits. Ainsi, les articles révélant une prise de distance à l'égard des dérives collaborationnistes – Maurras reste farouchement germanophobe et ferraille contre les journalistes hitlériens de Paris – sont systématiquement édulcorés, mais ceux faisant l'apologie de la violence et de la haine sont maintenus en l'état...

Sur le plan de l'antisémitisme, le ton des premiers mois est peu à l'invective, même chez Daudet : l'internement administratif de Blum et les autres sanctions qui se préparent, bien que sévères, ne sont que justice ; les Juifs ont commis trop d'abus, l'impunité est terminée ; ce n'est pas faute de les avoir prévenus⁸² ; etc. Le premier statut des Juifs édicté par le gouvernement du maréchal Pétain à Vichy en octobre 1940, qui élimine les Juifs de l'État, à l'exception de ceux ayant rendu des « services exceptionnels » au pays et, pour les emplois subalternes, des anciens combattants et de leurs familles, se situe dans la droite ligne de la pensée maurrassienne. Pour autant, Maurras n'est pas entièrement satisfait de ces premières mesures. Il faut, écrit-il, reprendre les biens volés par les Juifs et ordonner un recensement général : « Les Juifs nous ont tant roulés que nous n'osons pas imaginer le rouleau inverse »⁸³.

Jusqu'à la Libération, le doctrinaire du nationalisme intégral ressasse les mêmes propos, citant Bernard Lazare, opposant son « politique d'abord », son « antisémitisme d'État », à l'« antisémitisme de peau » de ses adversaires « collaborationnistes », répétant que le Juif n'est pas Français, qu'il appartient à son « peuple », qu'il n'y a là qu'un simple constat, sans brimade ni persécution. À cet égard, la création d'une administration politique, le Commissariat général aux Questions juives (CGQJ), à la fin du mois de mars 1941, lui donne toute satisfaction. La « question juive » est enfin retirée « aux légistes », analyse Maurras. Mais, croit-il prophétiser, les nouvelles interdictions ne régleront pas le problème ; ce qu'il faut, c'est un « barrage d'ensemble », c'est-à-dire une loi générale de dénaturalisation, comme il le prônait au début des années 1910⁸⁴.

82. Par exemple, L. DAUDET, « Léon Blum à Chazeron », *LAF*, 21 septembre 1940 ; « Les gibiers d'infamie », *LAF*, 2 octobre 1940.

83. C. MAURRAS, « II. Le statut juif. III. L'usage des biens », *LAF*, 19 octobre 1940. Voir aussi ID., « IV. La dette de la terre française et l'or juif », *LAF*, 5 novembre 1940.

84. ID., « II. Le Commissariat aux affaires juives », *LAF*, 2 avril 1941.

Les trois commissaires généraux aux Questions juives successifs ont tous des liens avec l'AF. Xavier Vallat fut un fidèle lecteur puis un compagnon de route au début de sa carrière politique, jusqu'à ce que ses obligations de dirigeant de la Fédération nationale catholique puis de député Fédération républicaine ne le contraignent à prendre ses distances. Dès l'entre-deux-guerres, il avait rassemblé, dans ses papiers privés, une documentation sur la « question juive ». La pièce la plus ancienne, conservée avec soin, n'est autre qu'un article de Maurras du 25 octobre 1920 intitulé « Demi-assimilé et Demi-réfractaire »⁸⁵. Darquier de Pellepoix a, pour sa part, débuté sa carrière dans le sillage de l'Action française et y a compté ses premiers soutiens. Ses violentes campagnes antisémites des années 1936-1939 ont constamment été soutenues par *LAF*, malgré les réserves formelles exprimées par Maurras. Quant à Charles Du Paty de Clam, son père – le célèbre officier qui obtint les « aveux » de Dreyfus en 1894 – fut un proche du mouvement et de ses principaux dirigeants dans les années 1900-1910. Lui-même est un vieux lecteur de *L'Action française* et un sympathisant de ses idées⁸⁶.

Et pourtant, alors même que ses conceptions antijuives sont appliquées et que ses disciples sont au pouvoir, *LAF* dénonce régulièrement les insuffisances supposées de la législation antisémite. Entre 1940 et 1944, deux journalistes sont plus particulièrement spécialisés dans le dossier « Juifs ». Le premier, Jacques Delebecque, frère de Frédéric Delebecque, a remplacé Jacques Bainville en 1936. Son thème de prédilection est le manque de pudeur des Juifs, supposés se plaindre sans cesse, en public, dans les trains⁸⁷, etc. En ce sens, il est bien l'héritier de Bainville, dont l'antisémitisme se manifestait par ce type de propos : « à sa seule impudeur le Juif se révèle étranger parmi nous »⁸⁸... Moins « psychologue », mais plus hargneux, plus juriste, le second, Georges Calzant, scrute la politique antijuive du gouvernement et l'activité du CGQJ. En décembre 1942 puis au printemps 1943, il publie une dizaine d'articles dans le cadre d'une série intitulée « Pour un antisémitisme français ». Décrivant l'ensemble des dispositions législatives de Vichy, il relève, avec un souci maniaque du détail, toutes les lacunes de la politique mise en œuvre par le commissariat général aux Questions juives⁸⁹.

Comme les autres journaux de l'époque, *L'Action française* n'évoque pratiquement jamais la politique d'arrestations et de déportations des Juifs.

85. Archives municipales de Lyon, fonds Vallat, 21ii-45, « Notes, documents, avant 1930 ».

86. En outre, plusieurs directeurs et chefs de service du commissariat sont d'anciens adhérents ou sympathisants du mouvement. Le baron de Reinach-Hirtzbach appartient ainsi au groupe des amis d'AF de Vichy. C'est lui qui informe probablement *LAF* sur le CGQJ. Frédéric OGÉ, « Le journal *L'Action Française* et la politique intérieure du gouvernement de Vichy », thèse de doctorat d'État en Science politique, université des sciences sociales de Toulouse, 1983, p. 370.

87. Jacques DELEBECQUE, « Juifs en effervescence », *LAF*, 6 octobre 1941.

88. J. BAINVILLE, « La réclame juive », *LAF* bimensuelle, 1^{er} octobre 1907.

89. S'il loue son rôle dans la « reprise » des biens juifs, Calzant déplore la faiblesse des sanctions : « Il faut que le juif rende gorge ; il faut aussi qu'il paie tant de ruines causées par Israël chez nous. » Georges CALZANT, « Pour un antisémitisme français. VIII. Le statut des biens juifs », *LAF*, 23 mars 1943.

Celle-ci se trouve cependant allusivement justifiée de temps en temps. En septembre 1942, Delebecque note que « les juifs se conduisant en ennemis de la France, il est équitable et logique de les traiter comme tels ». Quelques jours plus tard, il moque la « savante propagande d'Israël » au sujet de certaines « rumeurs ». Calzant, plus fielleux, évoque les « désagréments » causés aux Juifs étrangers, « désagréments » dont ils sont les grands responsables, eux qui ont tant voulu faire la guerre aux Allemands. Quant aux Juifs français, ils « devraient être reconnaissants à la France d'être traités avec humanité ». Si le journal demeure toujours dans le non-dit, une caution n'en est pas moins apportée aux rafles et aux déportations. Se fondant sur un pamphlet antisémite, Calzant explique qu'il y avait 1,4 million de Juifs en France en 1930 et que les « invasions » des années 1930 en provenance d'Autriche ou d'Allemagne en ont amené quelques centaines de milliers d'autres ! Tout cela se « serait terminé en pogrom »⁹⁰...

Dix jours après le débarquement de Normandie, Charles Maurras serine encore que « la juiverie continue à étendre ses tentacules sur le monde »⁹¹. Quelques mois plus tôt, au début de février 1944, il évoque la responsabilité dans la guerre de la « juiverie » de Moscou et de New York – « C'est par la juiverie encore que, un beau jour, la guerre renaîtra, cette troisième guerre mondiale ». De fait, continue-t-il, le gouvernement doit être impitoyable avec toutes « ces manœuvres juives », gaullistes et communistes, qui « doivent être suivies, surveillées, déjouées sans pitié, sans quoi nous allons à des dévastations et à des massacres supérieurs à ce qui s'est vu en 1940. » Pour illustrer son propos, Maurras explique à ses lecteurs qu'il a sous les yeux un numéro du *Droit de Vivre*, organe de la LICA, datant de 1939. Dans ce journal, Roger Worms – le Roger Stéphane de la résistance – prônait l'accueil dans les campagnes françaises des réfugiés juifs du Reich. Si Worms et sa famille sont toujours en France, poursuit-il, il faut à tout prix les en expulser. Charles Maurras termine son article par une dénonciation des terroristes maquisards contre lesquels il faut répondre par une « légitime contre-terreur »⁹². Quelques jours plus tard, le banquier Pierre Worms, père de Roger Stéphane (alors interné à Évaux), est assassiné par la Milice.

À la Libération, Stéphane portera plainte contre Maurras, l'accusant d'être le responsable, par son article, de la mort de son père⁹³. Il est en effet difficile d'imaginer qu'un dialecticien aussi redoutable que Charles Maurras, qui de surcroît dirige un journal partageant ses locaux avec la Milice lyonnaise, ait évoqué la famille Worms sans disposer d'un faisceau d'informations précises. Il

90. J. DELEBECQUE, « Juifs dupeurs et Français dupés », *LAF*, 15 septembre 1942; ID., « Israël et la Suisse », *LAF*, 8 octobre 1942; G. CALZANT, « Pour un antisémitisme français. VII. Le statut des personnes juives », *LAF*, 18 mars 1943; ID., « Démographie juive », *LAF*, 4 août 1943.

91. C. MAURRAS, « II. Drumont et le Juif-Roi », *LAF*, 16 juin 1944.

92. ID., « I. Menaces juives », *LAF*, 2 février 1944.

93. Patrick LIENHARDT et Olivier PHILIPONNAT, *Roger Stéphane. Enquête sur l'aventurier*, Paris, Grasset, 2004, p. 376-377.

sait, on le lui a dit, que les Worms sont en France, dans le Var. Sans souhaiter ouvertement la mort de quiconque, il veut faire cesser ce scandale. C'est pour cela qu'il attire l'attention des autorités sur cette famille. Cette affaire n'est pas sans rapport avec l'assassinat, quelques semaines plus tôt, et que Maurras ne peut avoir ignoré, de son vieil ennemi Victor Basch, exécuté près de Lyon par Joseph Lécussan (ancien militant de l'AF passé par la Cagoule, le CGQJ puis la Milice) après qu'un informateur eut informé les services de Darnand de sa présence dans la région⁹⁴. Les Worms étaient sans doute recherchés depuis longtemps par la Milice. Il n'en reste pas moins que Charles Maurras les a bel et bien dénoncés dans les colonnes de *L'Action française*. Mais comme il s'est toujours prétendu « antisémite d'État » et non « de peau », il ne pouvait le faire explicitement, d'où la comédie du journal de la LICA « sous les yeux »...

Ce genre de procédé, spécieux, montre bien ce qui sépare *L'AF* du monde de la presse parisienne des années 1940-1944, asservie aux autorités nazies. Des périodiques tels que *Je suis partout*, *Le Réveil du Peuple* ou *Au Pilon* accusent régulièrement Maurras d'être le grand responsable de la « mollesse » de Vichy envers les Juifs, par sa germanophobie et son approche non « raciste » du problème, et en appellent ouvertement au meurtre et à la délation. Sur le fond, les différences sont moins importantes que les points de convergence. Mais le système classique d'opposition entre détenteurs du pouvoir (Vichy) et « outsiders » (Paris) – le théoricien du « nationalisme intégral » incarnant par excellence « l'ancienne droite » à l'honneur à Vichy⁹⁵ – suscite des effets de radicalisation rhétorique dans la presse collaborationniste, qui, par comparaison, font apparaître le propos antisémite de *L'Action française* comme presque modéré.

* * *

Avant 1914, l'antisémitisme d'Action française revêtait une dimension révolutionnaire et radicale. Racisme justifié par le comportement politique jugé « destructeur » des Juifs, il visait à l'union des « Français de France » au-delà de leurs différences politiques et sociales. À partir de la Grande Guerre, la doctrine maurrassienne nuance l'antisémitisme et tolère – en acceptant désormais de jouer le jeu du clivage gauche-droite – les Juifs qui rallient son camp ou défendent l'intérêt national, tels Mandel ou Ignace. Pendant une quinzaine d'années, le quotidien monarchiste modère l'expression de son antisémitisme. Le contexte ne se prête pas à la réactivation des guerres franco-françaises du tournant du siècle et, dans l'esprit de Maurras, le « problème juif » a sensiblement changé de nature. Devenu, après la révolution bolchevique, un problème

94. Voir Archives départementales du Rhône, cour de justice de Lyon, dossier n° 1522, Lécussan.

95. Les « anciens partis (allant de Blum à Maurras) ». FRONT FRANÇ, « Ça une Révolution ? Non, une duperie ! », *Le Réveil du Peuple*, 10 janvier 1941. Voir aussi Paul RICHE, « Bravo ! Les Juifs... », *Au Pilon*, 17 avril 1941 ; Jean BOISSEL, « Pour combattre le Terrorisme organiser la Terreur », *Le Réveil du Peuple*, 15 juillet 1943.

avant tout international, il impose de tenir compte de la loyauté « nationale » des Juifs français les plus intelligents et les plus assimilés.

Le combat antijuif n'en garde pas moins une importance symbolique centrale. Les deux principales condamnations judiciaires de Maurras pendant l'entre-deux-guerres sont venues sanctionner des insultes et des menaces de mort adressées à Abraham Schrameck et à Léon Blum. Jamais un homme politique non-juif n'a fait l'objet d'une haine et d'un acharnement équivalents. Ennemis, Schrameck et Blum le sont doublement, en tant qu'adversaires politiques et en tant qu'« étrangers » ayant la prétention de se mêler à la vie de la Cité.

À la fin des années 1930, *LAF* renoue avec le ton de l'avant-guerre, preuve que les haines anciennes n'ont pas disparu et sont toujours susceptibles d'être réveillées, avant de soutenir, entre 1940 et 1944, la politique antijuive du régime de Vichy. Ce soutien, toujours extrémiste et insatisfait, fait voler en éclat la légende d'un antisémitisme maurrassien « assez raisonnable et modéré ». C'est que l'avènement de l'État français constitue une revanche sur les quarante années de République dreyfusienne, et l'AF a du mal à se « garder d'une certaine délectation »⁹⁶. C'est cela la « divine surprise ». « C'est la revanche de Dreyfus ! », l'autre mot célèbre de Maurras, prononcé lors de son procès de 1945 à l'énoncé du verdict le condamnant à la détention à vie et à la dégradation nationale⁹⁷, est également à prendre au sens propre. 1940 était la revanche contre Dreyfus ; 1945 est la revanche de Dreyfus.

Ce qui frappe, au bout du compte, dans l'antisémitisme maurrassien, c'est la ténacité des positions de départ, que l'ouverture aux Juifs patriotes et autres tentatives de modération n'ont jamais pu ébranler. Tel était au demeurant le rôle de *L'Action française*, des articles de Daudet et des leaders de Maurras : entretenir auprès de leurs partisans un sentiment d'urgence, donner aux lecteurs des raisons quotidiennes de croire et de s'indigner, mobiliser les militants autour de scandales et d'ennemis méprisables, d'où le choix de la violence rhétorique contre des adversaires boucs émissaires par excellence, tels que Schrameck ou Blum. Mais comme l'indignation et l'invective ne s'accompagnaient que trop rarement d'actes, nombre de disciples de la pensée maurrassienne finirent par opter pour des engagements plus radicaux – ainsi, Coston, Darquier de Pellepoix, Rebatet ou Darnand.

Il n'en demeure pas moins que, durant l'entre-deux-guerres, la prose maurrassienne a habitué les lecteurs de *LAF* à un antisémitisme d'autant plus légitimé qu'il se présentait sous des dehors rationnels, avec ses exceptions pour les « Juifs bien nés » et ses considérants politiques. Dans l'opinion d'extrême droite et dans de larges franges de la droite conservatrice, les articles de

96. Selon la formule de Pierre CHAUNU, « Préface » à Victor NGUYEN, *Aux origines de l'Action française. Intelligence et politique vers 1900*, Paris, Fayard, 1991, p. 21.

97. Comme – ironie de l'histoire – le capitaine Dreyfus en son temps.

Maurras ont imposé comme une évidence la nécessité de «régler la question juive» d'un point de vue politique : soit dans le cadre plus étendu du problème des «métèques», soit par une dénaturalisation des Juifs français, soit, enfin, par un «statut» particulier définissant des limitations et interdictions professionnelles. Ces trois options, théorisées dans les pages de *L'Action française* durant près de trois décennies, sont celles qui, dès l'été 1940, retiendront l'attention du gouvernement de Vichy⁹⁸.

Laurent JOLY
CNRS-CRHQ UMR 6583
Université de Caen
Esplanade de la paix
14032 Caen cedex
laurentjoly1@yahoo.fr

98. Voir L. JOLY, «Tradition nationale et “emprunts doctrinaux” dans l'antisémitisme de Vichy», in Michele BATTINI, Marie-Anne MATARD-BONUCCI (ed.), *Antisemitismi a confronto : Francia e Italia. Ideologie, retoriche, politiche*, Pise, Edizioni Plus/Pisa University Press, 2010, p. 139-154.

Résumé / Abstract

Laurent JOLY

D'une guerre l'autre. *L'Action française* et les Juifs, de l'Union sacrée à la Révolution nationale (1914-1944)

Jusqu'en 1914, la propagande de l'Action française, mouvement nationaliste puis monarchiste né de l'affaire Dreyfus, était principalement dirigée contre l'«ennemi intérieur» juif. Durant la Grande Guerre, le quotidien *L'Action française*, dirigé par Léon Daudet et Charles Maurras, joue, non sans accroc, le jeu de l'«Union sacrée» et étend son influence sur une large partie de l'opinion de droite et d'extrême droite. Le «juif bien né», qui a mérité en versant son sang pour la patrie, fait son apparition dans la doctrine du «nationalisme intégral», et l'antisémitisme est reconsidéré à l'aune de la révolution bolchevique, œuvre supposée des Juifs : face au «péril», il faut pouvoir compter sur le loyalisme des «israélites français» les plus assimilés...

Si la modération de l'expression antisémite est manifeste jusqu'au début des années 1930, est-ce à dire que les conceptions antijuives de Maurras et de ses compagnons ont changé de nature ? En vérité, si le contexte ne se prête pas à la réactivation de campagnes spécifiques, l'antisémitisme garde une importance symbolique centrale, comme l'atteste l'affaire Schrameck en 1925. À partir de 1936, *L'AF* renoue avec le ton de l'avant-guerre, en menant une propagande extrêmement violente contre Léon Blum et la «guerre juive». Sous l'Occupation, le journal soutient la politique antisémite du régime de Vichy, largement inspirée de la doctrine d'AF. Ce soutien, radical et jamais satisfait, va à l'encontre de la légende d'un antisémitisme maurrassien «raisonnable et modéré».

MOTS-CLÉS : France, Troisième République, Vichy, *L'Action française*, antisémitisme, Charles Maurras ■

Laurent JOLY

From one War to Another. *L'Action française* and Jews, from the "Union sacrée" to the "Révolution nationale" (1914-1944)

Until 1914, the propaganda of the "Action Française" – a nationalist then a monarchist movement, born out of the Dreyfus affair – mainly targeted the Jewish "internal enemy". But during the First World War, the League's daily newspaper, *L'Action française*, managed by Léon Daudet and Charles Maurras, largely respected the "Union sacrée", notwithstanding the occasional infringement on the principle, and it thus extended its influence over a large part of right-wing and extreme right-wing opinion. The "well-born Jew", who paid the "blood-tax" in serving France was accepted as meritorious, and the doctrine of "Integral Nationalism" even made room for him. Antisemitism, for its part, swiftly became reconsidered from the "external" gauge of the Bolshevik Revolution – which was seen by the right as a "Jewish thing". Before its exceptional social and political danger, assimilated French Jews – "Israelites", as they were called – saw themselves further revalued, their loyalty to France counted upon by the League.

But if moderation of its former Antisemitism is obvious until the start of the Thirties, does this mean that the anti-Jewish conceptions of Maurras and his friends had really changed their nature? In truth, while the immediate context did not lend itself to classic anti-Dreyfusard Antisemitism, Jew-baiting nonetheless retained an important and symbolic place in the movement, as evidenced by the Schrameck affair in 1925. After 1936, the AF took up with its former pre-War tone, carrying on an extremely violent propaganda campaign against Léon Blum and the threat of a "Jewish war". Under the Occupation, the newspaper supported Vichy Antisemitic policy, which itself was widely inspired by the theory of the "State Antisemitism". This support, radical and never satisfied, goes against the legend of maurrassian Antisemitism being considered "reasonable and moderate".

KEYWORDS : France, Third Republic, Vichy, *L'Action française*, antisemitism, Charles Maurras ■